

Economie Gabon +

Le Mensuel des dirigeants et leaders d'opinion



www.economiegabonplus.com N°109 - Juillet - Août 2026 NE PEUT ÊTRE VENDU

LES PILIERS

DE LA TRANSFORMATION ÉCONOMIQUE DU GABON

Planification stratégique • Investissements structurants • Finance • Assurance

ECONOMIE

Gabon : La BDEAC et la BAD au service d'une nouvelle dynamique de financement du développement

MINISTÈRE DE LA PLANIFICATION ET DE LA PROSPECTIVE

De la vision stratégique à l'action : Le retour de l'État planificateur

ENTRETIEN

ENTRETIEN EXCLUSIF avec

Jean-Juste MBELE

Directeur Général de la SODEC

« La confiance est notre premier capital »

Louise Pierrette MVONO

Ministre Gabonaise de la Planification
et de la Prospective



DÉCOUVREZ GRATUITEMENT TOUTE L'ACTUALITÉ DE L'ÉCONOMIE DU GABON

Avec Economie Gabon+ restez :
+ À L'ÉCOUTE + INFORMÉS + CONNECTÉS

NOTRE FORCE RÉSIDE DANS NOS PROPRES VALEURS
 ET SE DÉCLINE EN QUELQUES LIGNES

7. NOS RUBRIQUES

Les Échos de l'Économie Gabonaise – Grande distribution – Développement durable – RSH/HSE – Économie numérique – Agriculture & Agrobusiness – Ressources minières – Transports, Logistique, Tourisme – BTP – Éducation, Formation – Banques & Assurances... et aussi, Portrait – Santé – Agenda, Conso.

6. LA DISTRIBUTION

Les Magazines édités chaque mois sont distribués par nos soins à titre personnalisé à tout l'appareil politique, aux directeurs généraux et aux chefs d'entreprises. Il est aussi mis à disposition dans tous les grands hôtels de la place, à l'aéroport et dans les avions, les ONG, les banques et les assurances, les ambassades du Gabon à l'étranger et celles implantées au Gabon, bibliothèques, grandes écoles et les institutions : Unesco, Unicef, OMS...

1. CONSTANCE

Maintien d'une ligne éditoriale objective, claire et précise relative à l'économie. Respect de la déontologie du métier : relayer l'information telle qu'elle nous est transmise et après vérification.

2. NOTRE ÉQUIPE

Fidèle, passionnée et très organisée. Tout est intégré : la rédaction, les secrétariats, l'infographie, la relecture et la correction, le community management, la distribution. Seule l'impression est externalisée.

3. POURQUOI EST-IL GRATUIT

Parce que c'est une forme de liberté et qu'elle est en adéquation avec le mode de fonctionnement des réseaux sociaux sur lesquels nous sommes très présents.

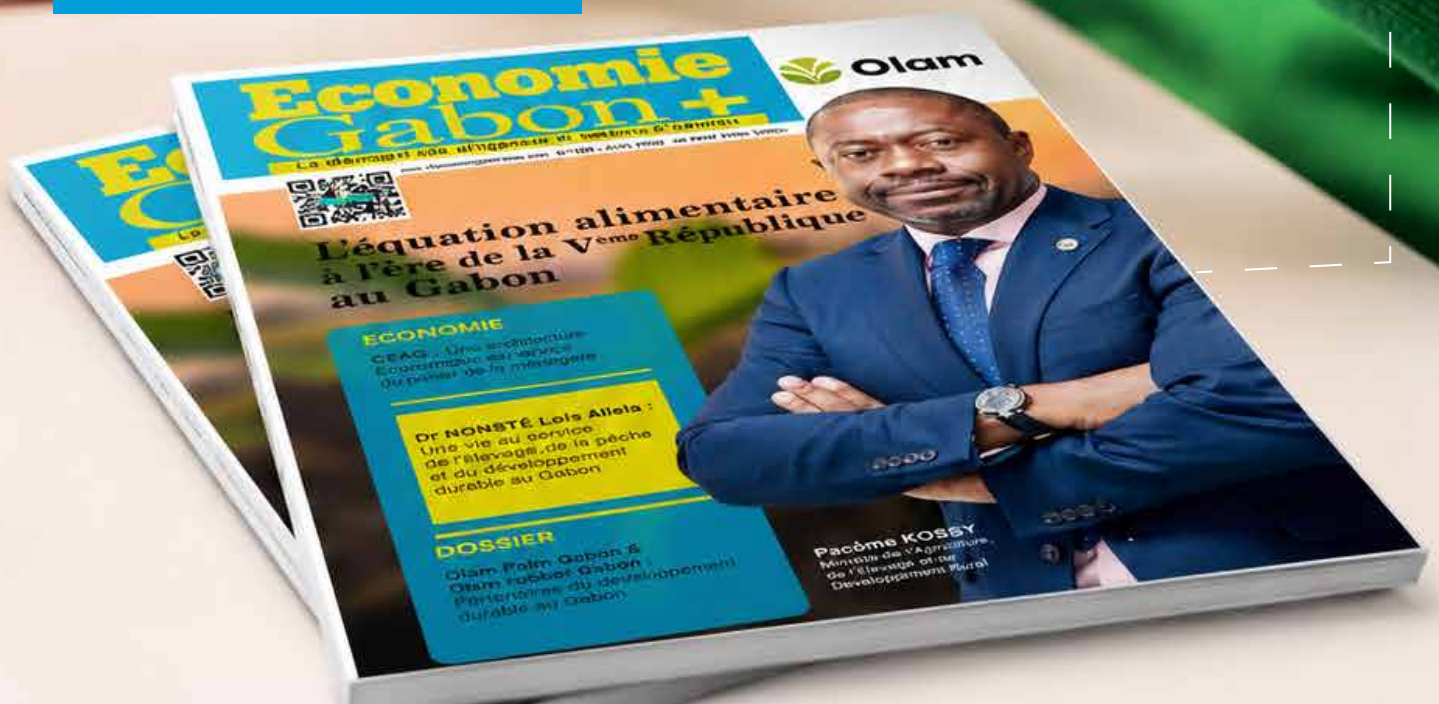
4. LE MODÈLE ÉCONOMIQUE

Seuls les reportages et les achats d'espaces sont payants selon des tarifs fixés.

5. NOTRE CIBLE

Principalement les leaders d'opinion et les chefs d'entreprises ainsi qu'un large public.

VERSION MAGAZINE





Titre du magazine :
EconomieGabon+

Éditeur :
MEDIAGAB

Directeur de publication :
Philippe Chandezon

Rédacteur en chef :
Emma laconfiante

Rédaction :
Emma laconfiante
Querena BARBERA
OGANDAGA
Viane Elsa EYANG OBAME

Directeur commercial :
Judicaël Yoland OVENGA

Assistant Commercial
ILENGOU MOUNZIEGOU

Directeur artistique & design graphique :
Lionel PEMBA MENSAH
Designetkoncept

Assistance Administrative
Tresca Love IKALO MOMBO

Responsable digital / Web :
Marc Elysee MBENGUE
Designetkoncept

Adresse :
4294 Boulevard de la Nation
Immeuble B.I.C.P -Bord de mer,
Libreville, Gabon, 4562

Téléphone :
+241 11731446

Email :
economiegabonplus@gmail.com

Site web :
<https://economiegabonplus.com>

Réseaux sociaux :
Facebook :
economiegabonplusofficiel

LinkedIn :
economiegabonplusofficiel

INFORMATIONS LÉGALES
MEDIAGAB SOCIÉTÉ ÉDITRICE DE :

ECONOMIE GABON+

RCC N°RG LBV 2019B22899
NUMÉRO STATISTIQUE : 47809 P

RÉCÉPISSÉ DE DÉCLARATION DE CONSTITUTION
D'UN ORGANE DE PRESSE :
N°0165/MCPEN/SG/DCOM DU 3 JUIN 2010

SOMMAIRE

- 05 GRAND DOSSIER**
MINISTÈRE DE LA PLANIFICATION
ET DE LA PROSPECTIVE
De la vision stratégique à l'action :
Le retour de l'État planificateur
- 07 DOSSIER**
ENTRETIEN EXCLUSIF
Ministère de la Planification et de la Prospective :
Structurer les investissements, accélérer
le développement du pays
- 09 ECONOMIE**
**Gabon : La BDEAC et la BAD
au service d'une nouvelle
dynamique de financement
du développement**
- 12 ENTRETIEN**
ENTRETIEN EXCLUSIF
du Directeur Général de la SODEC
« La confiance est notre premier capital »
- 15 ENTRETIEN**
INTERVIEW EXCLUSIVE Gabon Économie+
Dr Andrew GWODOG Fondateur et Président
Directeur Général SAMB'A FINANCES
HOLDING et SAMB'A ASSURANCES GABON
- 19 ECONOMIE**
FEG : Alain-Claude KOUAKOU impulse
un nouveau leadership au service de
la transformation économique
- 21 ECONOMIE NUMERIQUE**
LE GABON FRANCHIT UNE NOUVELLE ETAPE
DANS SA STRATEGIE DE SOUVERAINETE
NUMERIQUE



EDITO

Les quatre piliers de la création de richesse



par Philippe Chandezon

Planifier avec méthode, investir avec ambition, financer avec efficacité et assurer avec responsabilité : tels sont les quatre piliers qui constituent l'architecture d'un nouveau modèle de développement capable de réduire la dépendance aux hydrocarbures, de stimuler la création de richesse et de renforcer la souveraineté économique du pays. Le gouvernement de la Ve République l'a bien compris en réhabilitant le ministère de la Planification et de la Prospective. Ce département ministériel se présente désormais comme une boussole indispensable pour orienter les politiques publiques, hiérarchiser les priorités nationales et optimiser l'allocation des ressources. La planification stratégique devient ainsi le point de départ de toute action publique efficace, en assurant une meilleure cohérence entre les ambitions de l'État et les besoins du développement.

La réussite de cette stratégie repose également sur la mobilisation de ressources financières importantes, avec l'appui des partenaires techniques et financiers. À ce titre, la Banque de Développement des États de l'Afrique Centrale (BDEAC) occupe une place stratégique dans cette dynamique de développement économique et social. Son rôle dépasse désormais le simple financement. Grâce à sa capacité de mobilisation des ressources régionales et internationales, à son partenariat avec la BEAC pour soutenir l'investissement communautaire ainsi qu'à la mise en œuvre de son Plan stratégique Azobé 2025-2027, la BDEAC s'impose comme un véritable accélérateur du développement au sein de la CEMAC et un partenaire privilégié des États, dont le Gabon.

Cette dynamique ne saurait toutefois porter pleinement ses fruits sans un secteur bancaire solide et un marché de l'assurance performant. Alors que les banques accompagnent l'État, les entreprises et les investisseurs dans le financement des projets structurants, les compagnies d'assurance sécurisent les investissements, protègent les entreprises et favorisent l'initiative privée en couvrant les risques liés aux activités économiques.

Assurance des infrastructures, couverture des risques industriels, agricoles ou environnementaux, protection des entreprises et des ménages : autant de mécanismes qui renforcent la confiance des acteurs économiques et facilitent les décisions d'investissement. Des acteurs nationaux, à l'image de Samb'A Assurances, illustrent cette évolution en développant des solutions d'assurance plus inclusives et mieux adaptées aux besoins des entreprises comme des particuliers.

Planifier avec méthode, investir avec ambition, financer avec efficacité et assurer avec responsabilité constituent ainsi les quatre piliers sur lesquels se construira le Gabon de demain : un Gabon plus compétitif, plus résilient, plus souverain et résolument tourné vers une prospérité durable.

AGENCE IMMOBILIÈRE

BICP

Bureau International de Conseil et de Promotion

VOTRE PARTENAIRE
IMMOBILIER
AU GABON DEPUIS
PLUS DE 40 ANS

 **VENTE**

 **CONSEIL**

 **LOCATION**

 **PROMOTION**

 bicpsecretariat@gmail.com

 065 30 18 80  +241 65317000

4294 Boulevard de la
Nation, bord de mer



GRAND DOSSIER

Ministère de la Planification et de la Prospective



MINISTÈRE DE LA PLANIFICATION ET DE LA PROSPECTIVE

De la vision stratégique à l'action : Le retour de l'État planificateur

À l'heure où le Gabon engage une profonde transformation de son modèle de développement, le Ministère de la Planification et de la Prospective s'affirme comme l'un des principaux leviers de la gouvernance publique. Longtemps perçue comme une fonction essentiellement administrative, la planification retrouve aujourd'hui, sa vocation première : orienter l'action publique, garantir la cohérence des politiques sectorielles et préparer le pays aux défis économiques, sociaux et environnementaux de demain.

Sous l'impulsion des plus hautes autorités de l'État, le ministère conduit une mutation ambitieuse qui dépasse le simple exercice de programmation. Il se positionne désormais comme l'architecte de la vision nationale de développement, au service d'une croissance durable, inclusive et créatrice de valeur.

Réhabiliter la planification comme instrument de souveraineté

Dans un environnement international marqué par l'incertitude économique, les mutations géopolitiques et les exigences de diversification, la planification constitue un outil indispensable de souveraineté. Elle permet d'anticiper les évolutions, de hiérarchiser les priorités nationales et d'optimiser l'allocation des ressources publiques.

Cette approche confère au ministère, une responsabilité stratégique : assurer la cohérence des interventions gouvernementales, renforcer la qualité de la dépense publique et inscrire les investissements dans une vision de long terme, en parfaite adéquation avec les orientations fixées par le Président de la République, Brice Clotaire Oligui Nguema et mises en œuvre par le Gouvernement.

Une administration en pleine transformation

Le repositionnement du ministère s'accompagne d'une modernisation profonde de ses méthodes de travail. L'accent est désormais mis sur l'évaluation des politiques publiques, le suivi de la performance, la prospective économique et l'aide à la décision.

Cette évolution traduit la volonté de bâtir une administration davantage fondée sur les résultats, la disponibilité de données fiables et l'anticipation des mutations économiques. Le ministère devient progressivement un véritable centre d'expertise stratégique capable d'éclairer les choix publics.

Des réalisations concrètes au service du développement

Cette dynamique se traduit déjà par plusieurs avancées majeures.

Le ministère pilote notamment l'élaboration du

GRAND DOSSIER

Ministère de la Planification et de la Prospective

Programme d'Investissements Publics (PIP) 2026-2028, véritable instrument de programmation des infrastructures et des projets prioritaires de l'État. Ce document vise à améliorer l'efficacité des investissements publics en privilégiant les projets à fort impact économique et social.

Parallèlement, l'exploitation des données du Recensement Général de la Population et des Logements constitue une étape décisive pour renforcer la qualité de la planification nationale. Des statistiques actualisées permettront désormais d'affiner les politiques publiques, de mieux cibler les besoins des populations et d'améliorer l'allocation des ressources. Le ministère assure également la coordination de l'Examen National Volontaire 2026, exercice majeur permettant au Gabon d'évaluer les progrès accomplis dans la mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable (ODD). Cette démarche illustre la volonté du pays d'inscrire son développement dans les standards internationaux de gouvernance et de durabilité.

Le capital humain au cœur de la transformation économique

Conscient que la compétitivité d'une économie repose d'abord sur les compétences de sa population, le ministère conduit, avec l'appui de la Banque Islamique de Développement, les travaux préparatoires du Plan National de Développement des Compétences (PNDC 2026-2030). Cette initiative vise à rapprocher davantage les systèmes de formation des besoins réels du marché du travail, tout en préparant les compétences indispensables à la diversification de l'économie gabonaise.

L'ambition est claire : faire du capital humain un moteur

durable de la croissance, de l'innovation et de la création d'emplois.

Construire le Gabon de demain

Au-delà des projets en cours, le Ministère de la Planification et de la Prospective incarne une nouvelle manière de gouverner : une gouvernance qui privilégie l'anticipation plutôt que la réaction, la stratégie plutôt que l'improvisation et les résultats plutôt que les intentions.

En réaffirmant le rôle central de la planification dans la conduite des politiques publiques, le Gabon se dote progressivement des outils nécessaires pour accélérer sa transformation économique, renforcer sa résilience et consolider son ambition d'un développement durable, équilibré et souverain.

Une institution au cœur de l'action publique

Plus qu'une administration de coordination, le Ministère de la Planification et de la Prospective s'impose désormais comme le laboratoire stratégique de l'État. En donnant de la cohérence aux politiques publiques, en renforçant la qualité de la décision et en orientant les investissements vers les secteurs les plus porteurs, il contribue à bâtir les fondations d'un Gabon plus compétitif, plus inclusif et davantage tourné vers l'avenir. Cette montée en puissance traduit la volonté des pouvoirs publics de replacer la planification au cœur de l'action gouvernementale, afin que chaque politique, chaque programme et chaque investissement participent pleinement à la réalisation des ambitions nationales de développement.



ENTRETIEN EXCLUSIF **Ministère de la Planification et de la Prospective : Structurer les investissements, accélérer le développement du pays**

À l'heure où les économies africaines cherchent à renforcer leur résilience et à accélérer leur transformation structurelle, le Gabon place les investissements structurants au cœur de sa stratégie de développement.

Dans cet entretien accordé au Magazine Économie Gabon Plus, le Ministère de la Planification et de la Prospective explique comment sont identifiés, financés et suivis les grands projets destinés à façonner le Gabon de demain.

Louise Pierrette Mvono,
Ministre Gabonaise de la Planification

DOSSIER

Ministère de la Planification et de la Prospective

Économie Gabon Plus : Comment le Ministère définit-il un "investissement structurant" prioritaire pour le Gabon ?

Ministère de la Planification et de la Prospective : *Un investissement structurant est un projet dont les effets dépassent largement son objectif immédiat. Il constitue un levier de transformation économique et sociale capable de générer des impacts durables sur la croissance, l'emploi, la compétitivité et l'amélioration des conditions de vie des populations.*

Au Gabon, nous évaluons ces investissements selon plusieurs critères : leur contribution à la diversification économique, leur capacité à créer de la valeur ajoutée locale, leur impact sur l'emploi, leur effet d'entraînement sur d'autres secteurs d'activité ainsi que leur cohérence avec les priorités nationales de développement.

Les infrastructures de transport, d'énergie, de santé, d'éducation, le numérique ou encore la transformation locale des ressources naturelles figurent parmi les domaines prioritaires. Ce sont les fondations indispensables d'une économie moderne et compétitive.

Économie Gabon Plus : Quel est le circuit complet de validation d'un projet structurant, de l'idée au financement ?

Ministère de la Planification et de la Prospective : *Le processus est rigoureux et repose sur une méthodologie clairement définie.*

Tout commence par l'identification d'un besoin par un ministère sectoriel, une collectivité locale ou un acteur public. Le projet est ensuite examiné au regard des priorités nationales avant de faire l'objet d'études de préféabilité et de faisabilité approfondies.

Nous procédons ensuite à des analyses socio-économiques, financières et environnementales afin de mesurer les bénéfices attendus et les risques éventuels. Les projets sont alors arbitrés et priorisés avant leur inscription dans les instruments de programmation des investissements publics. Une fois cette étape franchie, intervient la mobilisation des financements auprès des partenaires techniques et financiers, des institutions de développement ou du secteur privé. Le Ministère assure la coordination de l'ensemble du processus jusqu'au suivi et à l'évaluation des résultats.

Économie Gabon Plus : Comment la PLANIF s'assure que les investissements structurants sont cohérents avec les capacités d'endettement du Gabon ?

Ministère de la Planification et de la Prospective : *La soutenabilité de la dette constitue un principe non négociable de notre action.*

Chaque projet fait l'objet d'une analyse approfondie menée en collaboration avec les administrations en charge du Budget, de l'Économie et de la Dette. Nous évaluons sa rentabilité économique, son impact sur les finances publiques, les conditions de financement proposées ainsi que sa contribution à la croissance future.

Notre objectif est de privilégier les projets qui génèrent un retour socio-économique significatif et qui renforcent durablement les capacités productives du pays. En d'autres termes, chaque franc emprunté doit contribuer à créer davantage de richesse pour les générations actuelles et futures.

Économie Gabon Plus : Quel est le rôle du Ministère face à la BAD, BDEAC, Banque Mondiale; simple demandeur ou négociateur de conditions ?

Ministère de la Planification et de la Prospective : *Nous intervenons comme un véritable architecte stratégique des financements du développement.*

Le Ministère coordonne les échanges avec les principaux partenaires financiers internationaux, notamment la Banque Africaine de Développement, la Banque de Développement des États de l'Afrique Centrale ou encore la Banque mondiale.

Notre mission consiste à négocier les meilleures conditions techniques et financières tout en veillant à l'alignement des financements avec les priorités nationales. Cette approche permet d'assurer une meilleure efficacité de l'aide au développement et une plus grande cohérence des interventions.

Économie Gabon Plus : Comment la PLANIF associe les banques commerciales gabonaises aux projets structurants de l'État ?

Ministère de la Planification et de la Prospective : *Absolument. Le financement du développement ne peut reposer exclusivement sur les ressources publiques ou les bailleurs internationaux.*

Nous encourageons une implication accrue du secteur bancaire national à travers le cofinancement de certains projets, l'accompagnement des PME intégrées aux chaînes de valeur des grands investissements et le développement d'instruments financiers innovants.

Cette dynamique contribue à renforcer l'écosystème financier local tout en favorisant l'émergence d'une expertise nationale dans le financement des projets de développement.

Économie Gabon Plus : Quels outils la PLANIF a-t-elle mis en place pour rendre un projet public "bancable" aux yeux des institutions financières ?

Ministère de la Planification et de la Prospective : *La clé réside dans la qualité de leur préparation.*

Un projet devient « bancable » lorsqu'il repose sur des études techniques solides, des analyses coûts-bénéfices crédibles, une évaluation rigoureuse des risques et un modèle économique viable.

Nous travaillons continuellement à améliorer la maturation des projets afin de réduire les délais de mobilisation des financements, d'accroître la confiance des investisseurs et de renforcer l'attractivité du portefeuille national d'investissements.

Économie Gabon Plus : Comment la PLANIF mesure que l'argent des institutions financières produit réellement du développement ?

Ministère de la Planification et de la Prospective : *La mobilisation des ressources n'est pas une fin en soi. Ce qui compte, ce sont les résultats obtenus.*

C'est pourquoi nous privilégions une gestion axée sur les résultats. Chaque projet est accompagné d'indicateurs de performance permettant de mesurer les réalisations

Ministère de la Planification et de la Prospective

physiques, les retombées économiques, les effets sociaux et les bénéfices environnementaux.

Des évaluations régulières sont menées afin de vérifier que les objectifs initiaux sont atteints et que les ressources mobilisées produisent effectivement la transformation attendue.

Économie Gabon Plus : Comment la PLANIF oriente les financements vers le secteur privé productif, pas seulement les infrastructures publiques ?

Ministère de la Planification et de la Prospective : Le secteur privé est un partenaire incontournable de la transformation économique du Gabon.

Notre ambition est de favoriser l'émergence d'activités créatrices de valeur dans des secteurs stratégiques tels que l'industrialisation, l'agro-industrie, l'économie numérique, la transformation locale des matières premières, l'innovation et l'entrepreneuriat.

L'objectif est clair : accroître la contribution du secteur privé à la croissance, renforcer la compétitivité nationale et créer davantage d'emplois durables pour les Gabonais.

Économie Gabon Plus : Quels sont les 3 principaux blocages que rencontre la PLANIF pour transformer une priorité PNDT en projet financé et exécuté ?

Ministère de la Planification et de la Prospective : Le premier défi demeure la maturation des projets. Beaucoup d'initiatives présentent un fort potentiel mais nécessitent encore des études techniques, financières et environnementales approfondies avant d'être financées.

Nous devons également faire face à un contexte international marqué par des ressources publiques plus contraintes, une concurrence accrue pour l'accès aux financements et des exigences toujours plus élevées en matière de gouvernance.

Enfin, la réduction des délais administratifs et le renforcement de la coordination entre les différentes parties prenantes demeurent des priorités majeures.

Économie Gabon Plus : Quel dispositif de redevabilité la PLANIF a-t-elle mis en place vis-à-vis du Parlement et des citoyens sur les investissements structurants financés par emprunt ?

Ministère de la Planification et de la Prospective : La transparence et la redevabilité constituent des principes essentiels de notre action.

Le contrôle parlementaire à travers les lois de finances, les rapports d'exécution budgétaire, les audits institutionnels, les évaluations indépendantes des partenaires techniques et financiers ainsi que la communication régulière sur l'avancement des projets permettent d'assurer un suivi rigoureux des ressources publiques.

Notre responsabilité est de garantir que chaque investissement contribue effectivement au développement du pays et à l'amélioration du bien-être des populations.

Économie Gabon Plus : Quel message souhaiteriez-vous adresser aux investisseurs et partenaires du Gabon ?

Ministère de la Planification et de la Prospective : Le Gabon est engagé dans une dynamique de transformation ambitieuse fondée sur une vision de long terme, une planification rigoureuse et une gestion responsable des ressources.

Notre mission ne consiste pas uniquement à mobiliser des financements. Elle vise avant tout à identifier les investissements les plus transformateurs, à sécuriser leur mise en œuvre dans le respect des équilibres macroéconomiques et à garantir qu'ils produisent des résultats tangibles pour les populations.

La planification est aujourd'hui l'un des principaux instruments de souveraineté économique. Elle permet de transformer les ambitions nationales en réalisations concrètes et durables au service du développement du Gabon.

Source ministère de la Planification et de la Prospective



Bureau de Représentation Nationale en République Gabonaise

GABON : la BDEAC et la BAD au service d'une nouvelle dynamique de financement du développement

À travers leur partenariat stratégique, la BDEAC et la BAD renforcent les capacités de financement des projets structurants dans les pays d'Afrique centrale dont le Gabon. Dans cet entretien accordé au Magazine Économie Gabon Plus, le représentant nationale en République gabonaise, À travers leur partenariat stratégique, la BDEAC et la BAD renforcent les capacités de financement des projets structurants dans les pays d'Afrique centrale dont le Gabon. Dans cet entretien accordé au Magazine Économie Gabon Plus, le Représentant Résident au Gabon, Patrick Hervé ELLA PEKE revient sur les opportunités offertes par cette coopération et les perspectives qu'elle ouvre pour accélérer le développement économique du pays.



ECONOMIE

Gabon : la BDEAC et la BAD au service d'une nouvelle dynamique de financement du développement



I- Projet PK5-PK12



II- Financement du plan de développement de la compagnie AFRIJET



I- Projet PK5-PK12



III- Plan Complet de Réinstallation des personnes affectées par le projet des bassins versants de Gué Gué, IAI, Lowé et Terre Nouvelle



IV- Projet de construction d'un port minéralier à Owendo – GSEZ MP



V- Projet de construction du nouvel aéroport de Libreville et sa voie de contournement (GSEZ AIRPORT)



VI- Infrage du Siège de la BDEAC

Économie Gabon Plus : La BDEAC et la BAD viennent de signer une lettre d'intention destinée à renforcer leur coopération. Quels sont les principaux objectifs poursuivis par ce partenariat et en quoi intervient-il à un moment décisif pour les économies de l'Afrique Centrale (CEMAC), notamment celle du Gabon ?

Représentant pays de la BDEAC :

La signature de la lettre d'intention, le 28 mai 2026 à Brazzaville en République du Congo, par Monsieur Dieudonné EVOU MEKOU, Président de la BDEAC et le Docteur Sidi OULD TAH, Président de la BAD est l'aboutissement d'une démarche engagée depuis quelques temps. Pour rappel, le Président de la BAD s'était rendu le 12 février dernier au Siège de la BDEAC, pour amorcer le processus de rapprochement des deux (2) Institutions.

Concrètement, ce partenariat vise dans un premier temps au renforcement des capacités financières de la Banque. Les conditions favorables d'accès aux marchés des capitaux internationaux de la BAD qui est notée AAA, pourraient bénéficier à la BDEAC. En effet, au travers de cette collaboration, la Banque diversifierait ses sources de financement, via la mobilisation des ressources plus longues auprès de la BAD.

Dans un second temps, il comporte un volet technique et un partage d'expérience sur (i) l'évaluation des projets, (ii) la gestion des risques, (iii) les questions environnementales et sociales ou encore (iv) le montage de Partenariats Public-Privé ; autant de compétences que nous devons continuellement renforcer pour instruire des dossiers à la hauteur des ambitions de la sous-région.

Enfin, il faudrait indiquer qu'il s'agit d'un moment charnière pour la CEMAC, qui présente des besoins en infrastructures considérables. De ce fait, ce rapprochement avec la BAD offre de nouvelles opportunités en termes d'accompagnement des projets structurants, notamment dans les domaines « infrastructures, énergie, numérique, etc. ».

Économie Gabon Plus : Cette initiative s'inscrit dans la Nouvelle Architecture financière Africaine pour le développement, qui ambitionne de mobiliser près de 4 000 milliards de dollars de ressources africaines. Comment cette vision peut-elle contribuer à accélérer la transformation économique des Etats de la CEMAC et plus particulièrement du Gabon ?

Représentant pays de la BDEAC :

La NAFAD, Nouvelle Architecture Financière Africaine pour le Développement, pose le postulat selon lequel le défi de l'Afrique n'a pas un problème de ressources, mais un problème de mobilisation et de structuration des ressources domestiques (épargne, réserves, fonds de pension, fonds souverains, etc.) encore insuffisamment orientées vers le financement du développement local. La NAFAD est en parfaite cohérence aussi bien avec (i) le Plan Stratégique 2023-2027 AZOBE de la BDEAC porté par son Président et la vision du Président Sidi OULD TAH, dénommée « 4 points cardinaux ».

Plus précisément, pour la CEMAC, cette vision pourrait se traduire en trois leviers. D'abord, par (i) la réduction de la perception du risque sur nos économies, car en consolidant notre gouvernance et notre solvabilité, nous contribuerons également à faire baisser la prime de risque appliquée à la Zone. Ensuite, (ii) par l'approfondissement des marchés de capitaux régionaux (BVMAC), au travers de la mobilisation de l'épargne locale et vulgarisation des instruments de financement de long terme et l'accélération du compartiment actions de la Place Boursière. Enfin, (iii) par une meilleure coordination des interventions des bailleurs dans le cadre de l'accompagnement des projets structurants (infrastructures routières, énergie, numérique, etc.).

Pour le Gabon, cela permettrait aux projets structurants de bénéficier des montages financiers plus robustes avec des interventions coordonnées des partenaires ainsi que des coûts maîtrisés et réduits. Ce sont là, les fondements pour véritablement accélérer la transformation locale et la diversification économique.

ECONOMIE

Gabon : la BDEAC et la BAD au service d'une nouvelle dynamique de financement du développement

Économie Gabon Plus : Le renforcement de la capacité financière de la BDEAC constitue l'un des principaux axes de cette coopération. Quels nouveaux moyens cette alliance avec la BAD offrira-t-elle pour accompagner les grands projets structurants du Gabon, notamment dans les infrastructures, l'énergie, le logement, l'eau ou encore les transports ?

Représentant pays de la BDEAC :

Le partenariat avec la BAD offre de nouveaux leviers pour accompagner les projets structurants en zone CEMAC. D'abord, (i) la diversification des ressources mobilisées (maturités plus longues et faibles taux d'intérêt) par la BDEAC permettra d'offrir aux promoteurs de la Zone, des financements à des taux plus favorables.

Ensuite, (ii) le cofinancement entre la BAD et la BDEAC permettra de mobiliser des enveloppes plus importantes pour les porteurs de projets structurants, notamment dans les domaines « infrastructures routières, énergie, eau, logement, transports, etc. ». Enfin, (iii) le partage d'expériences entre nos deux Institutions permettra d'améliorer la qualité du portefeuille et du pipeline de projets (dossiers plus matures et bancables) ; contribuant ainsi à rassurer l'ensemble des partenaires techniques et financiers.

Économie Gabon Plus : Le Gabon a engagé plusieurs chantiers visant la diversification de son économie, la transformation locale des matières premières et le développement d'infrastructures modernes. Comment la BDEAC entend-elle accompagner cette nouvelle dynamique impulsée par les Autorités gabonaises ?

Représentant pays de la BDEAC :

La BDEAC qui est l'Institution de financement du développement de la Communauté, créée le 3 décembre 1975 s'est historiquement positionnée comme partenaire privilégié de l'Etat Gabonais. De ce fait, elle a injecté près de FCFA 552.300 millions de 1978 à 2025, pour le financement d'une cinquantaine de projets. A date, son portefeuille public s'élève à FCFA 120.000 millions dans des domaines prioritaires tels que la santé, le transport, l'eau et l'assainissement.

Au vu de ce qui précède, la Banque maintient sa pleine disponibilité à accompagner le Gouvernement dans les secteurs jugés prioritaires tels que présenté dans le Plan National de Croissance et de Développement 2026-2030 et en cohérence avec son Plan Stratégique AZOBE 2023-2027. Dans cette perspective, la Banque travaille activement à l'identification des projets matures et à fort impact social, pour contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations gabonaises.

Économie Gabon Plus : Le partenariat prévoit de soutenir aussi bien les projets publics que les investissements privés. Quels mécanismes la BDEAC mettra-t-elle en place afin de faciliter davantage le financement des entreprises gabonaises, notamment les PME, les PMI et les champions nationaux ?

Représentant pays de la BDEAC :

La diversification économique du Gabon ne peut reposer uniquement sur les projets publics ; elle a besoin d'un secteur

privé dynamique. La BDEAC dispose d'une palette d'instruments de financement pour y parvenir, à l'instar (i) des prêts directs pour les projets d'investissement des PME et PMI d'un coût total minimum de FCFA 2.000 millions, pour lequel la participation de la Banque ne peut dépasser 50% ; (ii) des instruments de financement du commerce à court terme, du leasing, ainsi que des avals et garanties qui sécurisent les opérations des entreprises auprès de leurs partenaires. Toutefois, en deçà de nos seuils d'intervention, la Banque met à disposition (iii) des lignes de refinancement dédiées aux banques commerciales et aux établissements de micro-finance, qui irriguent indirectement l'ensemble du tissu entrepreneurial. Enfin, (iv) des prises de participation dans le capital d'entreprises porteuses de projets structurants à forte dimension régionale peuvent être effectuées ; contribuant à l'essor des champions nationaux.

Le partenariat avec la BAD vient ajouter à ce dispositif une expertise en fonds de garantie et mécanismes de partage des risques, ouvrant l'accès au crédit à des acteurs se situant historiquement en marge du circuit bancaire. L'objectif recherché ici est la diversification et la hausse du volume des ressources disponibles au profit du secteur privé.

Économie Gabon Plus : La mobilisation des ressources domestiques est aujourd'hui au cœur des priorités africaines. Comment la BDEAC compte-t-elle attirer davantage d'investisseurs vers le Gabon, notamment dans les secteurs stratégiques comme les mines, le bois transformé, l'agriculture, la pêche, l'économie numérique et les infrastructures ?

Représentant pays de la BDEAC : La mobilisation des ressources domestiques est devenue une priorité continentale. C'est d'ailleurs tout l'esprit de la NAFAD, que nous évoquons plus haut. Pour attirer davantage d'investisseurs vers le Gabon dans les secteurs cités, notre action se structure autour de plusieurs leviers.

La mobilisation des ressources domestiques passe par la réduction de la perception du risque des acteurs de la Zone. De ce fait, nous pouvons vous informer que la Banque a bouclé son processus de notation financière de l'Agence Moody's en novembre 2025, qui s'est soldé par l'attribution de la note Ba3, avec perspective stable. Cet état de fait permettra à la Banque de mobiliser des ressources à des taux favorables, sur les marchés financiers internationaux, au profit des bénéficiaires de ses financements dans la Zone CEMAC.

Économie Gabon Plus : Dans un contexte international marqué par le renchérissement du coût des financements et la raréfaction des ressources concessionnelles, quelles solutions financières innovantes la BDEAC développe-t-elle pur répondre aux besoins des Etats de la CEMAC et du Gabon en particulier ?

Représentant pays de la BDEAC : La préoccupation liée aux solutions financières innovantes est au cœur des priorités de la BDEAC. Pour preuve, la Banque de

ECONOMIE

Gabon : la BDEAC et la BAD au service d'une nouvelle dynamique de financement du développement

Développement des États de l'Afrique Centrale (BDEAC) a été officiellement désignée comme institution financière du Fonds Bleu lors de la deuxième Conférence des Chefs d'État et de Gouvernement de la CCBC, tenue le 30 septembre 2021. Ce fonds constitue le principal instrument financier mis en place par la Commission Climat du Bassin du Congo (CCBC) afin d'accélérer la transition écologique dans les sous régions Afrique centrale et Afrique de l'est.

Dans cette perspective, le Fonds s'inscrit pleinement dans les priorités communes des 17 États membres de la CCBC que sont : l'Angola, le Burundi, le Cameroun, le Gabon, la Guinée Equatoriale, le Kenya, l'Ouganda, la République Centrafricaine, la République Démocratique du Congo, la République du Congo, la République du Rwanda, Sao Tomé et Principe, le Soudan du Sud, la Tanzanie, le Tchad, la Zambie et le Maroc. Ces États ont fait le choix d'une coopération renforcée afin de préserver le Bassin du Congo, reconnu comme le premier poumon écologique de la planète. Parallèlement, ces États entendent accroître la capacité d'adaptation de leurs économies face aux effets du changement climatique.

A toutes fins utiles, le Fonds Bleu s'appuie sur un portefeuille initial de 254 projets, pour une valeur estimée à 10 milliards de dollars. Le 26 mai 2026 à Brazzaville, en marge des Assemblées annuelles de la Banque africaine de Développement, la Table Ronde internationale des bailleurs a été organisée. Cette séquence vise à transformer les engagements politiques et diplomatiques en financements concrets, en présentant aux partenaires les avancées institutionnelles, les priorités d'investissement, les mécanismes opérationnels et la gouvernance du F2BC.

Dans la même veine, depuis septembre 2024, la Banque a officiellement mis sur pied un guichet dédié à la Finance Islamique. En plus de son Guichet dédié à la finance conventionnelle, cette fenêtre lui permet d'élargir ses interventions en faveur des populations et de favoriser davantage l'inclusion financière.

Aussi, au plan organisationnel, une Direction des Opérations de Financements Alternatifs et Innovants a été créée au sein de la Banque. Elle a entre autres pour missions d'identifier des formes alternatives et innovantes de financements à l'instar de la finance climatique.

Économie Gabon Plus : L'accès au financement demeure un défi majeur pour les PME, les jeunes entrepreneurs et les startups GABONAISES ; Cette coopération avec la BAD permettra-t-elle de développer de nouveaux instruments financiers, tels que les fonds de garantie, les lignes de crédits dédiées ou les mécanismes de partage des risques ?

Représentant pays de la BDEAC : L'accès au financement reste l'un des principaux freins au développement des PME et des startups au Gabon, se matérialisant généralement par une faible structuration des projets, jugés peu matures, une absence d'historique et de garantie bancaires.

Au-delà des lignes de refinancement déjà existantes vers les banques et établissements de micro-finance, la BAD dispose d'une expertise reconnue en matière de fonds de garantie et de mécanismes de partage des risques, déployés dans plusieurs pays africains pour sécuriser le financement des PME. Le partage et la mutualisation de cette expertise devrait conduire à la mise en place d'instruments similaires, calibrés

pour le tissu entrepreneurial de la Zone.

Économie Gabon Plus : Le Gabon affiche des ambitions importantes en matière de transition énergétique, de développement durable et de lutte contre les changements climatiques. Dans quelle mesure la coopération entre la BDEAC et la BAD permettra-t-elle d'accroître les financements verts et les investissements climatiques au bénéfice du pays ?

Représentant pays de la BDEAC : Dans le prolongement de la réponse à la question N°7, il convient d'indiquer que le Fonds Bleu s'appuie sur un portefeuille initial de 254 projets, pour une valeur estimée à 10 milliards de dollars. À la suite des missions techniques dans les États membres et des concertations avec les Points Focaux CCBC/F2BC, un portefeuille prioritaire de 63projets constituant le 1er Programme Prioritaire du Fonds Bleu pour le Bassin du Congo (F2BC), a été présenté dans le cadre de la 1^{re} Table ronde des bailleurs de fonds dédiée à la mobilisation de 5.32milliards USD en vue d'accélérer le développement durable et renforcer la résilience climatique dans la sous-région. Ce portefeuille couvre quinze pays ainsi que cinq organisations régionales.

Ce portefeuille reflète les besoins urgents et les priorités communes du Bassin du Congo : gestion durable des écosystèmes, protection des populations vulnérables, préservation de la biodiversité, développement de chaînes de valeur vertes et bleues, entre autres.

Économie Gabon Plus : A l'horizon 2030, quelle place souhaitez-vous voir occuper la BDEAC dans le financement de la transformation économique de la sous-région ? et quel rôle spécifique le Gabon pourrait-il jouer au sein de cette nouvelle dynamique de développement régional ?

Représentant pays de la BDEAC : La BDEAC a vocation à s'affirmer comme le partenaire privilégié du financement des projets structurants de la CEMAC pour quatre raisons :

- Elle demeure l'instrument communautaire du financement du développement, au service de l'ensemble des pays de la zone ;
- Elle dispose d'un avantage compétitif, sa capacité à prêter en monnaie locale, ce qui élimine le risque de change pour les emprunteurs ;
- Elle capitalise 50 ans d'expertise et d'expérience dans le financement du développement, lui conférant une connaissance fine des filières économiques ;
- Elle dispose d'une maîtrise approfondie de l'environnement socio-économique de la sous-région, lui permettant de concevoir des instruments véritablement adaptés aux réalités locales.

Le Gabon, quant à lui, est appelé à occuper une position de leader dans cette dynamique, en cohérence avec l'ambition portée par les Autorités actuelles en matière de diversification économique, à travers la transformation locale des matières premières, le développement des activités de services et du secteur agricole.



ENTRETIEN EXCLUSIF avec Jean-Juste MBELE, Directeur Général de la SODEC « La confiance est notre premier capital »

À la tête de la SODEC, le Directeur Général détaille sa vision d'une microfinance moderne, proche des populations et résolument engagée dans la transformation économique du Gabon. Inclusion financière, financement des PME, innovation digitale, gouvernance et ambitions nationales : il dévoile les grands chantiers qui doivent permettre à son institution de devenir une référence du secteur.

Économie Gabon Plus : Le secteur de la microfinance connaît de profondes mutations. Quels sont aujourd'hui les principaux défis auxquels la SODEC est confrontée ?

Directeur Général : Le secteur de la microfinance au Gabon, comme dans l'ensemble de la sous-région, traverse effectivement une période de transformation majeure. Pour la SODEC, ces mutations représentent autant de défis que d'opportunités.

Le premier défi est celui de la confiance. Une partie importante de la population reste encore hésitante à franchir les portes d'une institution financière, notamment dans les zones périurbaines et rurales. Notre responsabilité est de démontrer, par nos actions quotidiennes, que nous sommes une institution sérieuse, accessible et profondément engagée aux côtés des populations.

Le second défi concerne le financement de l'économie informelle. Une grande partie de notre clientèle exerce des activités sans historique bancaire ou garanties classiques. Cela nous oblige à développer des méthodes d'analyse du risque adaptées aux réalités locales.

Enfin, la montée en puissance des fintechs et des solutions de mobile money nous pousse à repenser continuellement notre modèle afin d'offrir des services toujours plus performants, sans jamais renoncer à notre principale force : la proximité humaine.

Économie Gabon Plus : La SODEC fait de l'inclusion financière un axe majeur de son développement. Comment comptez-vous renforcer votre présence auprès des populations ?

Directeur Général : L'inclusion financière est au cœur même de notre mission. Notre ambition est de permettre à chaque Gabonais, où qu'il réside, d'accéder à des services financiers fiables et adaptés à ses besoins.

Pour y parvenir, nous agissons sur trois leviers majeurs.

Le premier est le renforcement de notre maillage territorial. Nous poursuivons notre implantation dans les villes de l'intérieur du pays où l'offre financière demeure insuffisante. Chaque nouvelle agence ou point de service constitue une véritable passerelle vers l'économie formelle pour des milliers de citoyens.

Le deuxième levier concerne la diversification de nos produits. Nous développons des solutions qui répondent aux réalités quotidiennes de nos clients : crédits de courte durée pour faire face aux imprévus, produits d'épargne accessibles dès de faibles montants ou encore financements destinés aux projets de logement.

Enfin, nous accordons une importance particulière à l'éducation financière. L'accès aux services financiers ne suffit pas ; il faut également permettre aux populations de mieux comprendre les mécanismes de l'épargne, du crédit et de la gestion budgétaire. Une inclusion financière durable passe nécessairement par la connaissance.

« Les PME constituent l'épine dorsale de notre économie »

Économie Gabon Plus : Les PME, PMI et les petits entrepreneurs occupent-ils une place prioritaire dans votre stratégie ?

Directeur Général : Sans aucune hésitation. Les PME et les petits entrepreneurs sont au cœur du développement économique du Gabon. Ce sont eux qui créent des emplois, dynamisent les économies locales et participent activement au développement des territoires.

Malheureusement, ces acteurs rencontrent encore de nombreuses difficultés pour accéder au financement bancaire traditionnel. C'est précisément là que la SODEC entend jouer pleinement son rôle.

Nous avons conçu des lignes de crédit spécifiquement adaptées au financement du fonds de roulement, à l'acquisition d'équipements ou encore au développement de nouvelles activités.

Mais notre mission ne s'arrête pas à l'octroi d'un crédit. Nous privilégions un accompagnement de proximité, en suivant l'évolution des projets financés afin d'adapter notre soutien aux besoins réels de chaque entrepreneur.

Économie Gabon Plus : Les attentes d'un ménage ne sont pas celles d'un jeune entrepreneur ou d'un porteur de projet. Comment adaptez-vous vos offres à cette diversité ?

Directeur Général : C'est précisément cette diversité qui guide notre stratégie commerciale. Nous avons fait le choix d'une approche segmentée afin de proposer des solutions réellement adaptées aux profils de nos clients. Pour les ménages, nous proposons notamment des crédits destinés aux dépenses de la vie courante : entrée scolaire, équipement du foyer ou besoins ponctuels avec des procédures simplifiées et des délais de traitement rapides, pouvant aller jusqu'à 72 heures.

Pour les jeunes entrepreneurs, nous avons assoupli certaines exigences en matière de garanties. Nous privilégions davantage la qualité du projet, sa viabilité économique ainsi que la motivation du porteur.

Nous sommes convaincus que la jeunesse gabonaise représente un formidable potentiel de création de richesse. Notre ambition est d'être le partenaire de leur premier projet entrepreneurial.

Quant aux porteurs de projets plus structurés, nous proposons des financements plus importants, accompagnés d'un suivi technique et d'un accompagnement régulier.

Économie Gabon Plus : Comment concilier un accès facilité au crédit avec une gestion rigoureuse des risques ?

Directeur Général : C'est tout l'équilibre de notre métier. Nous avons simplifié les procédures administratives afin de réduire les délais d'instruction des dossiers, mais

nous avons parallèlement renforcé notre dispositif d'analyse du risque.

Au-delà des critères financiers traditionnels, nous prenons en compte des éléments qualitatifs tels que la connaissance du client, son ancienneté, son comportement de remboursement ou encore la nature de son activité.

Nous avons également développé le principe du crédit progressif. Un client qui respecte ses engagements peut progressivement accéder à des montants plus importants. Cette démarche favorise la discipline financière tout en construisant une relation de confiance durable.

Enfin, nous investissons continuellement dans la formation de nos agents afin qu'ils disposent des compétences nécessaires pour anticiper les difficultés éventuelles et accompagner efficacement les emprunteurs.

La transformation numérique comme accélérateur de croissance

Économie Gabon Plus : La digitalisation bouleverse aujourd'hui le secteur financier. Quelle place occupe-t-elle dans votre stratégie ?

Directeur Général : La digitalisation est désormais une nécessité stratégique.

À la SODEC, nous avons choisi de ne pas subir cette évolution mais d'en faire un véritable levier de développement.

C'est dans cette logique que nous avons investi dans notre propre plateforme digitale : **SODEC PAY**.

Bien plus qu'une simple application bancaire, **SODEC PAY** constitue un véritable écosystème de services financiers permettant notamment d'effectuer des paiements par QR Code, des retraits sans carte bancaire, des transferts instantanés, des demandes de paiement ou encore des retraits via mobile money, sans passage obligatoire en agence.

Notre ambition est claire : offrir à nos clients une expérience moderne, simple, sécurisée et disponible à tout moment depuis leur smartphone.

Au-delà du confort d'utilisation, cette digitalisation renforce également la traçabilité des opérations, améliore la gouvernance et contribue efficacement à la lutte contre la fraude.

Avec **SODEC PAY**, nous ne suivons pas simplement la transformation numérique ; nous participons activement à sa construction.

Économie Gabon Plus : Quels sont les prochains chantiers d'innovation que vous souhaitez engager ?

Directeur Général : Notre priorité reste l'enrichissement permanent de **SODEC PAY** afin d'intégrer de nouvelles fonctionnalités répondant aux attentes de notre clientèle. Mais l'innovation ne se limite pas à la technologie.

Nous travaillons également à la mise en place d'un système moderne de gestion des réclamations. Nous souhaitons offrir à nos clients plusieurs canaux de communication en agence, par téléphone ou via notre application avec des délais de traitement clairement définis.

Chaque réclamation constitue pour nous une opportunité de progresser.

Une institution financière se juge aussi à sa capacité d'écouter ses clients, de reconnaître leurs préoccupations et d'y apporter des réponses rapides et transparentes.

La confiance comme moteur de la croissance

Économie Gabon Plus : Dans un environnement de plus en plus concurrentiel, comment la SODEC entretient-elle la confiance de ses clients ?

Directeur Général : La confiance ne se décrète pas ; elle se construit jour après jour.

Nous avons fait de la transparence un principe fondamental. Avant toute souscription, nos clients connaissent précisément les coûts, les modalités de remboursement ainsi que l'ensemble des conditions contractuelles. Il n'existe aucun frais caché.

Nous accordons également une importance particulière à la qualité de l'accueil, à l'écoute et au respect de chaque client, indépendamment de la taille de son projet.

Par ailleurs, notre activité est encadrée par la supervision de la COBAC, qui garantit le respect de normes prudentielles rigoureuses. Ce cadre réglementaire constitue un gage supplémentaire de sécurité et de crédibilité pour notre clientèle.

Économie Gabon Plus : Quel regard portez-vous sur l'évolution de la microfinance en Afrique centrale ?

Directeur Général : Je suis résolument optimiste.

Le secteur connaît une professionnalisation croissante, portée par un renforcement du cadre réglementaire et une prise de conscience des pouvoirs publics quant au rôle stratégique de la microfinance dans le financement du développement.

Les innovations technologiques ouvrent également de nouvelles perspectives, notamment grâce aux partenariats entre les institutions de microfinance et les opérateurs de

mobile money.

Naturellement, certains défis demeurent : le risque de surendettement, la concurrence de structures non agréées ou encore le besoin de renforcer les compétences des ressources humaines.

C'est pourquoi la coopération entre les acteurs du secteur, le partage des bonnes pratiques et le dialogue permanent avec les régulateurs seront déterminants pour bâtir une microfinance solide, responsable et durable.

« Notre ambition est d'accompagner la transformation économique du Gabon »

Économie Gabon Plus : Quelles sont les grandes ambitions de la SODEC pour les prochaines années ?

Directeur Général : Nos ambitions sont à la hauteur des attentes de nos clients et des besoins de l'économie gabonaise.

À court terme, nous souhaitons consolider notre position à Libreville tout en accélérant notre déploiement dans les différentes provinces afin de rapprocher davantage nos services des populations.

À moyen terme, notre objectif est de faire de la SODEC une référence nationale de la microfinance, reconnue pour la qualité de son accompagnement, sa capacité d'innovation et son impact économique et social.

Cette ambition passera par le renforcement de nos fonds propres, le développement de nouvelles solutions de financement et l'investissement continu dans les compétences de nos collaborateurs.

Enfin, à plus long terme, nous voulons contribuer pleinement à la diversification de l'économie gabonaise en accompagnant des milliers de projets portés par des entrepreneurs, des commerçants, des artisans, des agriculteurs et des familles.

Car nous sommes convaincus d'une chose : la transformation économique du Gabon se construit aussi à travers une microfinance plus proche, plus accessible et plus crédible.

Viane Elsa Eyang obame

SODEC
Le partenaire de vos projets

SODEC MOBILE
TOUT SE GÈRE EN 1 CLIC !

Transferts à l'international
Retraits rapides aux GAB

Payer vos factures en un clic

Inclusif Rapide Sécurisé

TÉLÉCHARGEZ SODEC MOBILE ET GÉREZ VOTRE COMPTE
OÙ QUE VOUS SOYEZ, QUAND VOUS VOLEZ

www.emf-sodec.com +241 77 57 24 44

Téléchargez dans l'App Store

Téléchargez sur Google Play

Suivez-nous sur f in d @EMFSODEC

ENTRETIEN

Interview exclusive Dr Andrew GWODOG



Interview exclusive
Gabon Économie+
Dr Andrew GWODOG
 Fondateur et Président
 Directeur Général
 SAMB'A FINANCES
 HOLDING et SAMB'A
 ASSURANCES GABON



« L'assurance ne doit plus être un luxe au Gabon, elle doit devenir un droit pour chaque Gabonais »

Économie Gabon Plus : L'assurance est souvent perçue comme un produit que l'on achète sans en mesurer immédiatement l'utilité. Comment faire évoluer cette perception auprès des Gabonais ?

Dr Andrew GWODOG

L'assurance souffre encore d'un déficit de culture assurantielle dans notre pays. Beaucoup de nos concitoyens la considèrent encore comme une dépense alors qu'elle constitue en réalité un investissement dans la protection des personnes, des familles, des activités économiques et du patrimoine.

Notre conviction est claire : l'assurance ne doit plus être un luxe au Gabon, elle doit devenir un droit accessible à chaque Gabonais.

Pour atteindre cet objectif, la responsabilité revient aux assureurs d'aller vers les populations, d'atteindre ce que j'appelle le dernier kilomètre de l'assurance. Nous devons sortir des modèles traditionnels, aller à l'écoute de nos compatriotes, comprendre leurs besoins réels et co-concevoir avec eux des solutions adaptées à leurs réalités quotidiennes.

L'assurance de demain doit être simple, accessible, digitale, moins coûteuse et débarrassée des contraintes administratives ou médicales excessives. Elle doit permettre à chaque citoyen, quel que soit son niveau de revenu, son activité ou son lieu de résidence, d'être désormais assuré.

Au Gabon, plus de 850 000 personnes sont considérées

comme des Gabonais Économiquement Faibles (GEF). C'est principalement à cette population que s'adressent nos solutions de microassurance, afin de leur apporter une protection financière adaptée et de compléter l'action de l'État dans le cadre du Fonds 4.

La microassurance joue donc un rôle essentiel de complémentarité avec les politiques publiques de protection sociale. Elle permet d'éviter qu'un accident, une maladie, un décès ou un sinistre ne transforme une difficulté temporaire en catastrophe économique pour une famille.

Cette transformation passe également par un effort majeur d'éducation financière des populations. Nous devons expliquer l'utilité de l'assurance, développer une véritable culture assurantielle et accompagner nos compatriotes afin d'étendre durablement la couverture assurantielle au Gabon, dans la zone CEMAC, dans l'espace CIMA et en Afrique.

C'est toute la mission de SAMB'A ASSURANCES, première compagnie de microassurance du Gabon et d'Afrique centrale : rendre l'assurance accessible au plus grand nombre.

Notre ambition est simple : SAMB'A ASSURANCES est l'Assureur des Makayas du Gabon, donc l'Assureur de tous.

Économie Gabon Plus : Selon vous, quelles sont aujourd'hui les principales attentes des clients en matière d'assurance, et comment SAMB'A ASSURANCES y répond-elle ?

Les attentes des assurés sont aujourd'hui très claires : ils recherchent des produits simples, abordables, une souscription rapide, une indemnisation efficace et une relation de confiance.

C'est pourquoi nous avons développé un véritable écosystème d'assurance inclusive répondant aux besoins des différentes catégories de populations.

Notre solution phare est MOOV'ANCE, une solution de prévoyance digitale distribuée via téléphone mobile en partenariat avec Moov Money, filiale de Moov Africa Gabon Telecom.

MOOV'ANCE est aujourd'hui l'assurance la moins chère du Gabon : elle est accessible à seulement 10 FCFA par jour, soit 250 FCFA par mois, avec un paiement directement effectué depuis le téléphone de l'assuré, via USSD, web, WhatsApp ou l'application dédiée.

Elle garantit un capital de 250 000 FCFA en cas de décès ou d'Invalidité Absolue et Définitive (IAD). Cette innovation démontre qu'il est possible de démocratiser l'assurance grâce au numérique.

Nous proposons également :

- **SAMB'A Santé**, une couverture destinée aux familles, salariés, étudiants et travailleurs indépendants, prenant en charge les consultations médicales, examens médicaux, pharmacie et hospitalisation ;
 - **SAMB'A BOX**, destinée aux commerçants, artisans, TPE et PME afin de protéger leurs activités ;
 - **SAMB'A Protect**, une protection individuelle et familiale contre les principaux risques de la vie quotidienne ;
 - **SAMB'A Tontine**, développée avec les établissements de microfinance pour sécuriser les membres des tontines et associations d'épargne ;
 - **SAMB'A Avicole**, qui accompagne le développement de la filière avicole nationale en protégeant les investissements des éleveurs ;
 - **SAMB'A Éléphants**, une solution innovante destinée aux populations rurales confrontées aux conséquences des dégâts causés par les éléphants sur les plantations et les habitations, ainsi qu'aux accidents corporels liés aux attaques ;
 - **SAMB'A Diaspora**, une solution destinée aux Gabonais vivant à l'étranger ainsi qu'aux communautés étrangères établies au Gabon. Elle couvre les conséquences du décès et de l'Invalidité Absolue et Définitive, avec notamment le rapatriement du corps vers le Gabon ou vers un pays membre de la CIMA, c'est-à-dire dans l'espace CEMAC et UEMOA.
- Nos solutions standards sont accessibles autour d'un tarif de 3 500 FCFA par mois seulement, soit 42 000 FCFA par an, permettant au plus grand nombre de bénéficier d'une véritable protection assurantielle.
- Notre objectif est de proposer une assurance adaptée à chaque Gabonais.

Économie Gabon Plus : Dans un contexte où les banques développent de plus en plus des offres de bancassurance, comment voyez-vous la complémentarité entre les secteurs bancaire et assurantiel ?

Dr Andrew GWODOG

La banque et l'assurance poursuivent un objectif commun : sécuriser la vie économique.

Aujourd'hui, l'avenir réside dans la complémentarité entre les banques, les établissements de microfinance, les opérateurs de télécommunications, les fintechs et les assureurs.

L'inclusion financière ne peut être complète sans une

véritable inclusion assurantielle.

C'est pourquoi SAMB'A ASSURANCES développe des partenariats stratégiques avec les acteurs financiers afin d'intégrer l'assurance au quotidien des populations.

Nous travaillons notamment avec les établissements bancaires et de microfinance du Gabon tels que BCEG, EDG, SODEC, FINAM, COFIDEC, COOFIGA, Ariane Finance, La Peyrie, SIBAFI, BAMBOO EMF, Express Union et plusieurs autres partenaires comme des mutuelles, des associations comme AGR PRO, des clubs de football amateurs et professionnels comme USB, Oyem AC, Elite Football Culture, FALL, des établissements scolaires, professionnelles et universitaires.

Économie Gabon Plus : La digitalisation transforme profondément les services financiers. Quelles innovations avez-vous mises en place ?

Dr Andrew GWODOG

La transformation numérique constitue un pilier majeur de notre stratégie. Nous sommes une micro assurance totalement digitale et nos clients peuvent, sans se déplacer et à partir d'un simple clic de leur téléphone, smart phone ou ordinateur, souscrire à toutes nos solutions d'assurance via notre agence virtuelle.

Avec MOOV'ANCE, nous avons démontré que l'assurance pouvait être accessible directement depuis un téléphone portable, sans déplacement et avec un paiement simple via mobile money.

Notre objectif est désormais de digitaliser progressivement l'ensemble de nos parcours :

- **souscription des contrats ;**
- **paiement des cotisations ;**
- **déclaration des sinistres ;**
- **suivi des indemnisations.**

La technologie est un formidable levier pour atteindre les populations éloignées et accélérer l'inclusion assurantielle.

Économie Gabon Plus : Les délais de règlement des sinistres restent une préoccupation majeure. Quelles mesures prenez-vous ?

Dr Andrew GWODOG

Le règlement rapide des sinistres constitue la meilleure preuve de confiance entre un assureur et ses clients.

Chez SAMB'A ASSURANCES, nous avons simplifié nos procédures, digitalisé nos processus et renforcé notre proximité avec les assurés.

Nous avons aujourd'hui l'un des délais de règlement les plus rapides du Gabon et de la zone CIMA, avec des paiements pouvant intervenir dans un délai minimum de 48 heures et au maximum de 5 jours selon la complétude du dossier.

Notre objectif est simple : respecter nos engagements et accompagner rapidement les familles et entreprises lorsqu'elles traversent une difficulté.

Économie Gabon Plus : Vous avez récemment participé aux États généraux de l'Assurance Inclusive organisés par la FANAF à Cotonou. Quel enseignement en tirez-vous ?

Dr Andrew GWODOG

Les États généraux de l'Assurance Inclusive organisés par la FANAF à Cotonou ont constitué une étape historique pour

ENTRETIEN

Interview exclusive Dr Andrew GWODOG

l'avenir de l'assurance en Afrique.

Tous les acteurs présents (États, régulateurs, assureurs, réassureurs, opérateurs télécoms, établissements financiers et partenaires techniques) partagent une même conviction : l'assurance doit devenir accessible à tous.

J'ai eu l'honneur de représenter les microassureurs de la zone CIMA lors des ateliers 3 et 7. Dans l'atelier 7 consacré au bilan des dix années du Livre VII du Code CIMA.

Nous avons formulé des propositions portant notamment sur :

- la fiscalité adaptée à la microassurance ;
- la réassurance ;
- la solvabilité ;
- la gouvernance ;
- la digitalisation ;
- l'innovation réglementaire.

Le Gabon, à travers SAMB'A ASSURANCES, démontre ainsi sa capacité à contribuer à l'évolution de l'assurance inclusive en Afrique.

Économie Gabon Plus : Quel rôle une compagnie d'assurance peut-elle jouer dans le développement économique ?

Dr Andrew GWODOG

L'assurance est un véritable accélérateur de développement. Les assureurs sont des investisseurs institutionnels dont le rôle principal est de protéger les personnes et les biens.

Elle protège les investissements, sécurise les emplois, facilite l'accès au crédit et renforce la résilience économique.

Avec SAMB'A BOX, nous accompagnons les commerçants et les PME.

Avec SAMB'A Avicole, nous contribuons au développement d'une filière stratégique pour la souveraineté alimentaire du Gabon.

Avec SAMB'A Éléphants, nous répondons à une problématique sociale et environnementale majeure touchant les populations rurales.

L'assurance n'est donc pas seulement un mécanisme de réparation : elle est un outil de transformation économique.

Économie Gabon Plus : Quels sont aujourd'hui les produits qui illustrent votre vision de l'assurance inclusive ?

Dr Andrew GWODOG

Notre vision repose sur une ambition : construire une assurance africaine pour tous.

Notre gamme de solutions de micro assurance comprend :

- MOOV'ANCE, la prévoyance digitale accessible à tous ;
- SAMB'A Santé ;
- SAMB'A Diaspora ;
- SAMB'A BOX ;
- SAMB'A Protect ;
- SAMB'A Tontine ;

- SAMB'A Avicole ;
- SAMB'A Éléphants.

À travers ces solutions, nous couvrons les besoins des familles, des jeunes, des travailleurs indépendants, des commerçants, des agriculteurs, des éleveurs, des PME et des populations rurales. Notre modèle repose également sur une forte proximité grâce aux partenariats avec les EMF et les opérateurs économiques. Notre ambition est de faire de l'assurance un réflexe quotidien pour chaque citoyen.

Économie Gabon Plus : Quels sont les principaux défis du marché gabonais ?

Dr Andrew GWODOG

Le principal défi demeure le faible taux de pénétration de l'assurance évalué à moins de 2% en 2026. Le Gabon est aujourd'hui le 5ème marché des assurances de la zone CIMA, avec un chiffre d'affaires global d'environ 145 milliards FCFA en 2024. Cependant, le taux de pénétration de l'assurance reste encore limité autour de 1,1 % du PIB, ce qui révèle un potentiel exceptionnel de développement. Notre défi collectif est donc d'aller chercher le dernier kilomètre de l'assurance, de rapprocher les produits des populations et de permettre à chaque Gabonais, notamment les plus vulnérables, d'accéder à une protection adaptée grâce à des solutions simples, digitales et abordables.

Pour y répondre, nous devons :

- accélérer l'éducation financière ;
- développer des produits adaptés aux réalités locales ;
- renforcer la digitalisation ;
- favoriser les partenariats avec les télécoms et les EMF ;
- adapter le cadre réglementaire de la microassurance.

Le Gabon possède tous les atouts pour devenir un laboratoire africain de l'assurance inclusive.

Économie Gabon Plus : Quelle est votre vision de l'assurance au Gabon à l'horizon 2030 ?

Dr Andrew GWODOG

Je suis convaincu que l'assurance gabonaise connaîtra une transformation profonde d'ici 2030.

Elle sera plus digitale, plus inclusive, plus accessible et davantage intégrée au quotidien des populations.

À travers SAMB'A FINANCES HOLDING et ses filiales en Afrique centrale :

- SAMB'A ASSURANCES GABON (2024) ;
- SAMB'A ASSURANCES RDC (2025) ;
- SAMB'A ASSURANCES CAMEROUN (2026) ;

nous portons une ambition régionale : construire un modèle africain d'assurance inclusive.

Notre objectif est de faire de SAMB'A ASSURANCES un acteur majeur de la microassurance digitale dans la zone CIMA et en Afrique centrale.

Nous continuerons à innover, à écouter les populations et à développer des solutions simples et accessibles.

Car protéger les personnes, les familles et les entreprises, c'est contribuer durablement au développement économique et social du Gabon et de l'Afrique.

SAMB'A ASSURANCES :
*l'Assureur des Makayas du Gabon,
donc l'Assureur de tous.*

ENTRETIEN

Interview exclusive Dr Andrew GWODOG



LES ACTIVITÉS TERRAINS








L'ASSURANCE
MOOV'ANCE
 protège votre famille

à seulement

250 FCFA / MOIS

votre famille reçoit **250.000 FCFA** en 48H

Tapez : *555*5*10*1#

WhatsApp : 062 81 67 67
 Call Center : 500



www.moovance.samba-assurances.com






SAMB'A ASSURANCES



FEG : Alain-Claude KOUAKOUA impulse un nouveau leadership au service de la transformation économique

Le nouveau Président de la Fédération des Entreprises du Gabon (FEG), Alain-Claude KOUAKOUA, a officiellement engagé la mise en œuvre de son mandat avec l'installation du Bureau exécutif pour la période 2026-2029. Cette nouvelle gouvernance s'inscrit sous le signe de l'action, et de la responsabilité partagée, avec une ambition clairement affirmée : faire de la FEG un partenaire stratégique des pouvoirs publics et un acteur majeur de la transformation économique du Gabon.

Dans un contexte marqué par la volonté des plus hautes autorités de diversifier l'économie, de renforcer son attractivité et de stimuler l'investissement privé, la FEG entend franchir une nouvelle étape. Plus qu'un porte-parole des entreprises, elle ambitionne de devenir une véritable force de proposition, de co-construction et de suivi des réformes économiques, au service d'un environnement des affaires plus compétitif, plus prévisible et plus favorable à l'investissement.

Une gouvernance représentative des secteurs stratégiques

Le nouveau Bureau exécutif réunit deux conseillers stratégiques et treize vice-présidents représentant les principales filières de l'économie nationale. De l'industrie minière, pétrolière et forestière au commerce, à la logistique, au numérique, à la fiscalité, à la santé et à l'entrepreneuriat, cette organisation garantit une représentation équilibrée des secteurs qui portent la croissance du pays.

Selon Alain-Claude KOUAKOUA, cette architecture repose sur trois principes : la compétence, la complémentarité et l'efficacité. Elle traduit également la volonté de bâtir un patronat plus inclusif, plus représentatif et davantage connecté aux réalités économiques du pays, afin de renforcer la capacité de la Fédération à accompagner les entreprises et à formuler des propositions concrètes au service de la compétitivité nationale.

Une feuille de route dans la continuité du GEF 2026

Cette nouvelle gouvernance s'inscrit dans le prolongement de la deuxième édition du Gabon Economic Forum (GEF 2026), organisée sous le thème : « Des entreprises fortes pour une croissance durable et une prospérité partagée. »

Organisé pour la première fois sous l'impulsion et le pilotage du secteur privé, le GEF 2026 a marqué une étape importante dans l'évolution du dialogue public-privé au Gabon. Il a consacré le passage du diagnostic à l'action en permettant aux entreprises de formuler des propositions concrètes pour accompagner les réformes économiques du pays.

Les travaux ont abouti à l'adoption de la Déclaration de Libreville du Secteur Privé, principal livrable politique du Forum. Véritable feuille de route stratégique, elle rassemble quarante recommandations opérationnelles articulées autour de huit priorités destinées à renforcer durablement la compétitivité des entreprises et à accélérer la transformation économique du Gabon.

Les principales orientations portent notamment sur :

• *La restauration de la confiance économique, à travers l'apurement de la dette intérieure et la stabilisation du cadre fiscal ;*

• *L'amélioration du climat des affaires, fondée sur le renforcement de la sécurité juridique et judiciaire ainsi que sur une meilleure prévisibilité des politiques publiques ;*

• *Le développement des entreprises nationales, grâce à un meilleur accès à la commande publique, au renforcement des PME et à la promotion du contenu local ;*

• *L'investissement dans les compétences et l'innovation, afin d'accompagner la transformation numérique et de préparer les entreprises aux défis de demain ;*

• *La modernisation des infrastructures, de la protection sociale et des mécanismes de financement, dans une logique de croissance durable et inclusive.*

Le temps de l'exécution

Pour Alain-Claude KOUAKOUA, la crédibilité du patronat se mesurera désormais moins à la qualité de ses diagnostics qu'à sa capacité à transformer les recommandations formulées en résultats concrets.

« Le Gabon possède des ressources. Le Gabon possède du talent. Le Gabon possède des ambitions. Le défi qui est désormais devant nous est celui de l'exécution. »

Dans cette perspective, la FEG prévoit de transmettre officiellement la Déclaration de Libreville et le rapport général aux autorités compétentes. Elle entend également assurer un suivi régulier des recommandations adoptées, afin d'évaluer les progrès réalisés, de mesurer les résultats obtenus et d'entretenir un dialogue permanent avec les pouvoirs publics.

Une nouvelle étape pour le Patronat Gabonais

Fondée en 1959 sous l'appellation d'Union Interprofessionnelle

du Gabon (UNIGABON), devenue ensuite Confédération Patronale Gabonaise avant d'adopter sa dénomination actuelle en 2022, la Fédération des Entreprises du Gabon confirme sa volonté de consolider son rôle d'interlocuteur privilégié de l'État et de porte-voix du secteur privé.

Au-delà du renouvellement de ses instances dirigeantes, cette nouvelle mandature ouvre un nouveau cycle placé sous le signe de l'action, de la responsabilité et du partenariat. Après avoir défini, à travers le GEF 2026, les grandes priorités du secteur privé, la FEG entend désormais accompagner leur mise en œuvre et contribuer activement à l'élaboration des réformes qui renforceront durablement la compétitivité des entreprises et la transformation économique du Gabon.

À travers cette nouvelle gouvernance, Alain-Claude KOUAKOUA affirme une conviction simple : le secteur privé ne souhaite plus seulement exprimer ses attentes ; il entend désormais co-construire, aux côtés des pouvoirs publics, les solutions qui permettront de bâtir une économie plus compétitive, plus résiliente et plus prospère. Après le temps du diagnostic, vient désormais celui de l'action.

Emma laconfiante

Ecobank
La Banque Particulière

BANQUE DES PARTICULIERS

THE BANKER
BANK OF THE YEAR
2025
GABON

**VOUS POUVEZ
COMPTER SUR NOUS !**
ECOBANK GABON, ELUE BANQUE
DE L'ANNÉE 2025 PAR THE BANKER

Cette distinction reflète la confiance que vous accordez à notre filiale et récompense le travail de nos collaborateurs. Au cours de l'année écoulée, nous avons concentré nos efforts sur la simplification et l'accessibilité de nos services bancaires. Au Gabon, notre rôle dans la restructuration de l'Étatsabond de l'État, ainsi que le relancement de RapidTransfer pour tous vos transferts en zone CEMAC et au-delà, ont contribué à nous démarquer. De plus, en 2025, nous avons lancé des services répondant à vos besoins : mobile banking, campagnes d'ouverture de compte, ainsi que des crédits adaptés. Chacune de ces initiatives nous rapproche de notre objectif : une banque utile à tous.

Cette année, six filiales d'Ecobank ont été distinguées par The Banker : le Cameroun, la Guinée équatoriale, le Gabon, la Gambie, la Guinée et le Togo.

Merci à tous pour votre confiance et excellente année 2026 !

**UN MEILLEUR CHOIX
POUR UNE AFRIQUE MEILLEURE**



LE GABON FRANCHIT UNE NOUVELLE ÉTAPE DANS SA STRATÉGIE DE SOUVERAINETÉ NUMÉRIQUE

L'inauguration, le 3 juillet 2026 à Nkok, du Data Center développé par ST Digital marque une nouvelle étape dans la mise en œuvre de la stratégie nationale de souveraineté numérique portée par le ministère de l'Économie numérique. Cette infrastructure privée, répondant aux standards internationaux Tier III, illustre la volonté de l'État de doter le Gabon d'équipements de pointe capables d'accompagner durablement la transformation numérique du pays et de renforcer son positionnement dans l'économie numérique africaine..

Au-delà de la mise en service d'un centre de données, cette réalisation s'inscrit dans une vision plus large conduite par les pouvoirs publics : faire du numérique un levier majeur de diversification économique, accélérer la modernisation des administrations, développer les infrastructures stratégiques (fibre optique, data centers, cloud, cybersécurité et intelligence artificielle) et positionner le Gabon comme un hub numérique de référence en Afrique centrale. Dans cette dynamique, le ministère définit les orientations stratégiques, met en place le cadre réglementaire, crée un environnement propice aux investissements et accompagne la réalisation de projets structurants au service de l'intérêt général. L'enjeu dépasse largement le simple hébergement informatique. Alors que près de 80 % des données produites en Afrique continuent d'être stockées hors du continent et que celui-ci ne représente que 0,6 % de la capacité mondiale des centres de données, le Gabon entend reprendre le contrôle d'une ressource devenue essentielle pour sa souveraineté, sa compétitivité et son développement économique. Dans cette perspective, le ministère de l'Économie numérique

considère que la donnée constitue désormais un actif stratégique dont la maîtrise conditionne la compétitivité des États, au même titre que les ressources ayant longtemps soutenu le développement économique. La capacité à produire, stocker, sécuriser et exploiter localement ces données représente un levier indispensable au développement des services numériques, de l'intelligence artificielle, de la cybersécurité ainsi que des futurs marchés digitaux.

L'État, chef d'orchestre de la transformation numérique

Le projet de Nkok illustre la complémentarité entre une vision publique ambitieuse et l'investissement privé. Lors de l'inauguration, le ministre de l'Économie numérique a rappelé que le rôle de l'État consiste à définir les orientations stratégiques, créer les conditions favorables aux investissements, mettre en place un cadre réglementaire stable et accompagner l'émergence d'infrastructures indispensables à la souveraineté numérique nationale. Les entreprises privées, à l'image de ST Digital, apportent quant à elles les capitaux, les expertises et les capacités d'innovation nécessaires à la concrétisation de cette vision.

Le Data Center dispose d'une capacité de 92 baies pouvant accueillir près de 3 000 serveurs physiques, soit entre 20 000 et

35 000 serveurs virtuels. Alimenté par une puissance électrique pouvant atteindre 1 MW, dont environ 22 % proviennent d'une centrale solaire, il est conçu pour garantir un haut niveau de disponibilité aux administrations, aux entreprises ainsi qu'aux futurs services cloud nationaux.

Cette infrastructure s'inscrit dans un vaste programme de modernisation engagé par le Gouvernement. Celui-ci prévoit notamment la construction de plus de 400 kilomètres supplémentaires de fibre optique, soit une progression de 27 % du réseau existant, ainsi que le développement de nouveaux centres de données destinés à accompagner la digitalisation des services publics, renforcer la résilience des systèmes d'information et soutenir la croissance de l'économie numérique.

Des bénéfices concrets pour les citoyens et l'économie

Au-delà de sa dimension technologique, les retombées attendues concernent directement les citoyens, les administrations, les entreprises et les investisseurs.

Pour les administrations publiques, cette infrastructure permettra d'héberger localement les données sensibles de l'État dans des conditions de sécurité renforcées, tout en améliorant la disponibilité et la performance des services numériques.

Pour les citoyens, elle favorisera le développement de services publics plus rapides, plus fiables et plus accessibles grâce à une meilleure qualité des infrastructures numériques. Les PME et les startups gabonaises bénéficieront quant à elles de solutions d'hébergement, de cloud, de cybersécurité et d'infogérance à des coûts plus compétitifs, réduisant ainsi les dépenses liées aux infrastructures informatiques et facilitant leur transformation numérique.

Jusqu'à présent, les entreprises gabonaises dépendaient largement de fournisseurs étrangers pour l'hébergement de leurs applications et de leurs données, entraînant une importante fuite de valeur au profit des grandes plateformes internationales.

ST Digital entend désormais proposer, depuis le Gabon, des services de cloud, de colocation, de cybersécurité et d'infogérance à des tarifs plus accessibles. Selon les promoteurs du projet, un serveur virtuel pourra être loué à partir de 6 900 FCFA par mois, contre des investissements nettement plus importants pour l'acquisition et l'exploitation d'infrastructures propres.

Le projet contribuera également à structurer un écosystème national autour des métiers du cloud, de la cybersécurité, de l'intelligence artificielle et de l'administration des infrastructures numériques. Cette dynamique favorisera l'émergence d'emplois qualifiés et le développement de compétences

locales.

Dans cette perspective, un mémorandum d'entente a été signé entre le ministère de l'Économie numérique et ST Digital afin de permettre aux startups gabonaises d'accéder à des capacités d'hébergement sécurisées à des conditions préférentielles, renforçant ainsi leur potentiel d'innovation et leur compétitivité.

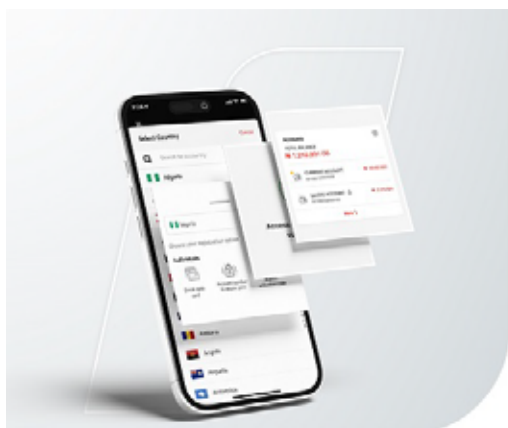
Enfin, le renforcement des infrastructures numériques constitue également un facteur d'attractivité pour les investisseurs nationaux et internationaux, qui pourront s'appuyer sur un environnement numérique sécurisé, performant et conforme aux standards internationaux.

Une ambition nationale tournée vers l'avenir

À travers le Data Center de Nkok, le Gabon affirme son ambition de bâtir une véritable industrie numérique nationale, créatrice de valeur, d'emplois qualifiés et de nouvelles opportunités économiques. Plus qu'un investissement technologique, cette infrastructure constitue une étape majeure dans la mise en œuvre de la stratégie nationale de souveraineté numérique conduite par le ministère de l'Économie numérique.

En créant les conditions favorables au développement d'infrastructures stratégiques et en mobilisant les investissements privés autour d'une vision publique clairement définie, le Gouvernement confirme sa volonté de faire du numérique un moteur durable de modernisation de l'État, de diversification de l'économie et de rayonnement du Gabon en Afrique centrale.

Querena barbera ogandaga



Download the new
UBA Mobile App



Every Stage, Every Step. ONE APP

Scan to download



DÉCOUVREZ GRATUITEMENT TOUTE L'ACTUALITÉ DE L'ÉCONOMIE DU GABON



Retrouvez tous
nos journaux en
version numérique
sur notre site internet



www.economiegabon.com
Contact : +241 (0)11 73 14 46
servicecommercial@gmail.com

GABON : la BDEAC au service d'une nouvelle dynamique de financement du développement

Dieudonné EVOU MEKOU

Président de la Banque de Développement des États de l'Afrique Centrale (BDEAC)



Patrick Hervé ELLA PEKE

Le Représentant Résident au Gabon